



Les finances de l'Union Européenne

Généralités sur les finances de l'Union Européenne



Principes budgétaires et comptables

Principes généraux

- **Principe d'unité budgétaire**

Exceptions: opérations d'emprunt et de prêt effectuées par la Banque européenne d'investissement, fonds européens de développement à destination des États de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP), Agences de l'Union, recouvrant un ensemble de personnes morales qui bénéficient de l'autonomie financière.

- **Principe de spécialité :**

Les crédits sont votés par sections (correspondant aux neuf institutions de l'Union), par titres (correspondant à des thématiques générales), par chapitres (correspondant à une activité de la thématique), et enfin par articles et par postes (exceptions : les crédits globaux, les réserves, les virements de crédits).

- **Principe d'équilibre budgétaire :**

L'emprunt par l'Union elle-même étant totalement prohibé ; lors de son exécution, le solde peut néanmoins être en déséquilibre (positif ou négatif), le solde étant alors intégré au budget suivant.



- **Principe d'universalité budgétaire**

Exceptions : non-affectation des recettes, non-contraction de certaines recettes et dépenses.

- **Principe d'annualité**

Atténuations : budgets rectificatifs, crédits dissociés, reports de crédits inemployés de plein droit ou sur option, cadre financier pluriannuel.





Principes propres à l'UE

• Principe de vérité budgétaire :

Le budget doit présenter les recettes et les dépenses « estimées nécessaires », la sincérité s'impose.

• Principe d'unité de compte :

En vertu duquel le budget est établi, exécuté et comptabilisé en euros.

• Principe de transparence:

Dans l'établissement et l'exécution du budget, dans la reddition des comptes. Ce principe induit :

- L'obligation de publier au journal officiel les budgets et les rapports de gestion financière des institutions
- L'obligation spéciale d'information pour les prêts et emprunts consentis à des États tiers
- L'obligation pour la Commission de communiquer les informations qu'elle détient sur les destinataires, la nature et le but des mesures financées par le budget lorsque ce dernier est exécuté par ses services, ainsi que les informations de même type fournies par les États membres auxquels les tâches d'exécution du budget ont été déléguées.



• Principe de bonne gestion financière :

Qui repose sur les principes d'économie, d'efficience et d'efficacité des prévisions, de l'exécution et du contrôle en matière budgétaire. Deux rapports annuels de la Cour des comptes européenne et de la Commission permettent d'apprécier le respect de ce principe.



Recettes et dépenses

Dépenses

Le nouveau CFP (Cadre Financier Pluriannuel) devrait couvrir les domaines de dépenses suivants :

- Marché unique, innovation et numérique
- Cohésion, résilience et valeurs
- Ressources naturelles et environnement
- Migration et gestion des frontières
- Sécurité et défense
- Voisinage et monde
- Administration publique européenne

Le CFP 2014 - 2020 couvrait quant à lui les six rubriques suivantes:

- Compétitivité pour la croissance et l'emploi
- Cohésion économique, sociale et territoriale
- Croissance durable : ressources naturelles
- Sécurité et citoyenneté
- L'Europe dans le monde
- Administration
- Compensation

Recettes

Quatre catégories de ressources (dans l'ordre croissant d'importance) :

- Des recettes diverses, comprenant pour l'essentiel les impôts qui sont versés par le personnel de l'Union sur ses rémunérations, la contribution d'États tiers à certains programmes de l'Union et le produit des sanctions.
- Les ressources propres dites « traditionnelles » (RPT) : droits de douane, prélevés sur les importations , cotisations sur la production de sucre et d'isoglucose à l'intérieur de l'Union.
- La TVA, calculée par application d'un taux (0,3% en principe ; 0,15 % dans certains cas) à l'assiette de TVA nationale.
- La « ressource RNB », consistant en un prélèvement proportionnel au RNB des États membres.

Les ressources propres de l'Union sont prélevées automatiquement, obligatoirement et de manière définitive auprès des États membres.

Elles sont plafonnées à environ 1,2 % du revenu national brut de l'ensemble des États membres.

Procédure budgétaire

Généralités

L'élaboration du projet de budget relève de la compétence de la Commission.

Le projet est établi sur la base du CFP et des « états prévisionnels de dépense » qui sont produits par chacune des neufs institutions de l'Union.

Il est ensuite transmis au Conseil, pour « première lecture », celui-ci arrête alors sa position avant le 1er octobre.

Le texte est alors transmis au Parlement, en « deuxième lecture » ; il dispose alors d'un délai de 42 jours pour proposer des amendements à l'adresse du Conseil, qui dispose d'un délai de 10 jours pour se prononcer à ce propos.

Amendements

Les amendements sont alors :

- Soit acceptés par le Conseil, dans quel cas celui-ci adopte le budget
- Soit refusés, dans quel cas un comité de conciliation, composé à parts égales de membres du Conseil et de parlementaires, est réuni

Comité de conciliation

Le comité de conciliation dispose d'un délai de 21 jours pour trouver un compromis :

- Lorsqu'il y parvient, le Conseil et le Parlement disposent d'un délai de 14 jours :
 - Le Parlement pour adopter le budget, en cas de désaccord avec le Conseil
 - Les deux instances pour rejeter ensemble le projet : dans ce cas, un nouveau projet de budget doit être émis par le Conseil
- Lorsque le comité échoue dans sa mission, un nouveau projet de budget doit alors être émis par le Conseil.

Lorsque le budget n'est pas adopté avant le début de l'année budgétaire, le système des douzièmes provisoires trouve à s'appliquer : 1/12e des crédits budgétaires de l'année précédente peuvent ainsi être engagés chaque mois.